

# En première ligne face au changement climatique

Dossier de la rédaction de H2o  
 June 2025

Dans la lignée de son rapport sur les impacts du changement climatique dans les différentes régions de France en septembre 2024, le Réseau Action Climat publie un nouveau rapport spécifique aux 11 territoires d'Outre-mer. Sur la base des données scientifiques existantes, il propose un panorama des impacts présents et futurs dans les différentes régions d'Outre-mer tout en montrant la réalité des territoires à travers de nombreux exemples concrets et des témoignages de personnes concernées. Le constat est clair : les Outre-mer sont parmi les territoires les plus exposés aux impacts du changement climatique.

Cyclones, sécheresse, montée des eaux, ces phénomènes sont une réalité pour des centaines de milliers de personnes, et leur intensité s'aggravera dans les années à venir, le rapport alerte sur :

- une intensification des cyclones tropicaux : dans un scénario de réchauffement de +2 °C, les cyclones les plus sévères (de catégorie 4 et 5) seront en hausse de 13 % ;
- des sécheresses plus fréquentes, longues et intenses, compromettant l'approvisionnement en eau et la production agricole ;
- une élévation rapide du niveau de la mer, qui pourrait atteindre jusqu'à +76 cm à l'échelle mondiale voire 1 mètre en 2100 dans un scénario pessimiste, menaçant d'ailleurs présent de vastes zones habitées ;
- la disparition accélérée des récifs coralliens, déjà dégradés à 70 % en Guadeloupe, avec des conséquences biodiversité, la pêche, le tourisme et la protection des côtes.

Les territoires d'Outre-mer sont tous différents, avec leurs propres spécificités géographiques, culturelles et sociales. Ils partagent néanmoins un point commun : tous sont particulièrement vulnérables face aux impacts du changement climatique, du fait de leur exposition naturelle, mais aussi et surtout à cause de facteurs structurels. Par exemple, les inégalités sociales y sont nettement plus marquées que dans l'Hexagone : 77 % de la population vit sous le seuil de pauvreté à Mayotte, 53 % en Guyane et 42 % à La Réunion (contre 14,4 % dans l'Hexagone). L'accès à l'eau potable illustre parfaitement ces fragilités : l'eau est non seulement la plus chère de France - 6,52 euros/m<sup>3</sup> en Guadeloupe (prix le plus élevé, contre 4,19 euros/m<sup>3</sup> dans l'Hexagone) - mais son approvisionnement est aussi extrêmement précaire : en Guadeloupe, à La Réunion, en Martinique ou à Mayotte, entre 35 % et 63 % de l'eau est perdue à cause de la vétusté des réseaux (fuites). Ces pertes, conjuguées au manque de sources naturelles, aux problèmes de qualité de l'eau et aux périodes de sécheresse plus intenses et plus longues, mettent en péril la sécurité hydrique de centaines de milliers de personnes. Cette partie sur l'accès à l'eau trouvera son prolongement dans un rapport de l'association Notre Affaire à Tous à paraître le 23 juin.

À l'approche de la COP-30, qui se tiendra en novembre au Brésil, le rapport rappelle aussi l'importance d'une meilleure représentation des Outre-mer dans la délégation française dans le cadre des négociations climatiques internationales. Leurs réalités doivent être pleinement entendues et intégrées aux décisions.

Rapport